

**MESSAGE N° 154** 22 septembre 2009  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi**  
**d'un crédit d'engagement pour la transformation**  
**de l'ancien prieuré des Augustins, à Fribourg,**  
**destiné au Tribunal cantonal**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 13 003 000 francs pour la transformation de l'ancien prieuré des Augustins, à Fribourg, afin d'y implanter le Tribunal cantonal.

Ce message comprend les chapitres suivants:

- 1. Introduction**
  - 1.1 *Regroupement du Tribunal cantonal*
  - 1.2 *Etudes préliminaires*
- 2. Description du projet**
  - 2.1 *Bref historique du bâtiment*
  - 2.2 *Affectation des locaux*
  - 2.3 *Choix architecturaux*
- 3. Estimation des coûts et financement**
  - 3.1 *Devis pour les transformations et aménagement des locaux*
  - 3.2 *Conséquences sur les coûts de fonctionnement*
  - 3.3 *Conséquences sur les autres locaux*
- 4. Calendrier**
- 5. Referendum**
- 6. Conclusion**

**1. INTRODUCTION**

**1.1 Regroupement du Tribunal cantonal**

La Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 a eu pour conséquence plusieurs modifications de l'organisation du pouvoir judiciaire, dont l'une des plus importantes a été la réunion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif en une seule autorité, le Tribunal cantonal unifié.

A teneur de l'article 124 al. 1 Cst., le Tribunal cantonal est désormais l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative. Les huit cours et chambres de l'ancien Tribunal cantonal et les cinq cours de l'ancien Tribunal administratif ont été restructurées et divisées en trois sections (civile, pénale et administrative). Pour l'exercice de ses compétences juridictionnelles, chaque section est divisée en cours.

La mise en œuvre de la Constitution canton de Fribourg du 16 mai 2004 a eu pour conséquence que le Tribunal cantonal unifié a commencé son activité le 1<sup>er</sup> janvier 2008, conformément à l'article 152 al. 2 Cst.

Actuellement, les sections civiles et pénales et la section administrative du Tribunal cantonal sont encore situées dans deux endroits distincts. Les sections civiles et pénales sont localisées au siège de l'ancien Tribunal cantonal, à la place de l'Hôtel-de-Ville 2A, à Fribourg, et la section administrative au siège de l'ancien Tribunal administratif, à la route André Piller 13, à Givisiez.

Or, afin de concrétiser le prescrit de l'article 124 Cst. et d'unifier effectivement le Tribunal cantonal, il est indispensable que les sections civiles, pénales et administratives soient réunies sous le même toit.

Le Conseil d'Etat a dès lors eu pour mission de trouver un site abritant le Tribunal cantonal unifié. En 2006, il a notamment nommé un groupe de travail chargé de trouver des locaux pouvant provisoirement accueillir le Tribunal cantonal unifié dès son entrée en fonction, le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le groupe de travail était toutefois arrivé à la conclusion que la seule solution pouvant être réalisée dans le délai imparti était trop onéreuse pour une situation transitoire et qu'il fallait directement passer à la recherche d'une solution définitive. En conséquence, le Conseil d'Etat a donné au même groupe de travail le mandat de lui présenter des propositions de sites pouvant accueillir définitivement le Tribunal cantonal unifié.

Par ailleurs, afin d'adapter l'organisation judiciaire à la nouvelle Constitution, le Conseil d'Etat a présenté en 2007 le projet de loi d'organisation du Tribunal cantonal. Celui-ci a été adopté dans son ensemble, tel qu'il ressortait des délibérations, par 79 voix, sans opposition ni abstention, le 14 novembre 2007. La loi d'organisation du Tribunal cantonal (LOTG), prévoit notamment que le siège du Tribunal cantonal est à Fribourg, tout en relevant que son ressort s'étend à l'ensemble du canton (art. 3 LOTG). Cette loi a dès lors renforcé le principe selon lequel l'instance judiciaire suprême du canton de Fribourg a son siège dans le chef-lieu de ce canton.

Avec le présent projet, le Conseil d'Etat répond au mandat constitutionnel ainsi qu'à celui du législateur.

**1.2 Etudes préliminaires**

Le groupe de travail mandaté par le Conseil d'Etat pour lui présenter des propositions de sites pouvant accueillir définitivement le Tribunal cantonal, présidé par le Directeur de la justice, était formé de deux juges (un juge de l'ancien Tribunal cantonal et un juge de l'ancien Tribunal administratif), désignés par le Tribunal cantonal unifié, de l'architecte cantonal et de la cheffe du Service de la justice.

Avant de recenser les sites qui, en Ville de Fribourg, pouvaient entrer en ligne de compte pour la réalisation projetée, le groupe de travail a réexaminé les besoins du Tribunal cantonal unifié et a défini le programme des locaux détaillé ci-dessous:

|   | TC | TA | TOTAL | TC unifié |
|---|----|----|-------|-----------|
| Bureau juges                              | 7  | 7  | 14    | 16        |
| Bureau secrétaire général                 | 0  | 0  | 0     | 1         |
| Bureau greffiers chefs                    | 1  | 1  | 2     | 0         |
| Bureau greffiers                          | 6  | 9  | 15    | 15        |
| Bureau greffiers stagiaires (4 personnes) | 1  | 1  | 2     | 2         |
| Bureau cheffes de secrétariat de secteur  | 0  | 1  | 1     | 1         |
| Bureau secrétaire-comptable               | 0  | 0  | 0     | 1         |
| Secrétariat                               | 1  | 1  | 2     | 1         |
| Bureau responsable informatique           | 1  | 1  | 2     | 1         |
| Réception (indépendante du secrétariat)   | 0  | 0  | 0     | 1         |
| Petite salle de conférence                | 0  | 1  | 1     | 2         |
| Grande salle de conférence                | 0  | 0  | 0     | 1         |
| Bibliothèque + salle de revues            | 1  | 2  | 3     | 1         |

|  | TC | TA | TOTAL     | TC unifié |
|--|----|----|-----------|-----------|
| Salle des avocats                        | 1  | 0  | 1         | 2         |
| Salle d'audience                         | 1  | 1  | 2         | 2         |
| Salle de délibérations                   | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Salle d'attente                          | 0  | 0  | 0         | 2         |
| Local informatique                       | 1  | 0  | 1         | 1         |
| Cafétéria privée (non ouverte au public) | 1  | 1  | 2         | 1         |
| Local concierge                          | 1  | 1  | 2         | 1         |
| <b>Total des locaux</b>                  |    |    | <b>50</b> | <b>53</b> |

Sur ces besoins, il a notamment été pris en compte que, conformément à l'article 4 al. 2 LOTC, la fonction de juge cantonal-e pouvait être exercée à mi-temps, le nombre de mi-temps étant cependant limité à deux équivalents plein-temps au maximum. Il a dès lors été décidé d'octroyer un bureau indépendant à chaque juge cantonal, y compris pour celles et ceux qui pourront exercer leur activité à temps partiel. Les autres collaborateurs et collaboratrices du Tribunal cantonal exerçant un travail à temps partiel ne pourront toutefois pas revendiquer un bureau indépendant. Ils devront ainsi se partager l'usage des bureaux, conformément à la répartition de leur travail exercé à temps partiel ou en occupant des bureaux communs. Il est également relevé que les postes de greffiers chefs seront remplacés par un poste de secrétaire général, à 100% juriste, qui aura des tâches administratives et judiciaires. Par ailleurs, les synergies voulues par la réunification du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif, ont pu être mis en œuvre au niveau des locaux. Ainsi le nombre de bibliothèques, de salles de revues, de cafétérias et de locaux de conciergerie a été réduit au profit de nouvelles pièces à disposition des justiciables et des avocats (salles d'attente et d'avocats, réception indépendante du secrétariat) et des juges et collaborateurs du Tribunal cantonal (salles de délibérations et de conférence).

Parmi les sites examinés par le groupe de travail (notamment celui du bâtiment du Groupe E, au Boulevard de Pérolles, qui ne remplissait manifestement pas les conditions requises), celui-ci a retenu trois sites répondant aux critères énoncés:

- l'ancien prieuré des Augustins, qui avait déjà fait l'objet d'une première étude en 2006;
- l'ancien Arsenal et le terrain qui l'entoure, d'une surface de plus de 14 000 m<sup>2</sup>;
- une parcelle sise au chemin des Mazots, à l'angle de la route de la Fonderie et de la route de la Glâne (carrefour de Beaumont), de plus de 6000 m<sup>2</sup>, comportant un bâtiment qui abrite le Service de pédopsychiatrie et l'Inspection scolaire ainsi qu'une surface aménagée en parking.

Comme l'a rappelé le Conseil d'Etat dans sa réponse à la question (QA 3097.07) des députés Theo Studer et Albert Studer intitulée «Le futur site du Tribunal cantonal», ni le site de l'ancien Arsenal, ni celui sis au chemin des Mazots ne répondaient aux conditions requises pour l'installation du Tribunal cantonal unifié. Le Conseil d'Etat a tout d'abord relevé que le groupe de travail, en accord avec les deux tribunaux cantonaux (celui de l'ancien Tribunal cantonal et de l'ancien Tribunal administratif), avait d'abord écarté l'idée d'un grand palais de justice, réunissant sous un même toit le Tribunal cantonal uni-

fié, le Tribunal d'arrondissement, voire aussi la Justice de paix et l'Office des juges d'instruction. En outre, il a rappelé qu'il avait également suivi l'avis des deux tribunaux cantonaux selon lequel il n'était pas opportun que le Tribunal cantonal unifié doive partager un site avec un autre service de l'Etat. Or, ni le site de l'ancien Arsenal, ni celui du chemin des Mazots ne permettaient de répondre à cette exigence d'un site exclusivement réservé au Tribunal cantonal.

Il s'agissait donc de trouver un site répondant aux seuls besoins du Tribunal cantonal unifié. A la suite d'une étude de faisabilité requise auprès d'un bureau d'architectes, le groupe de travail a pu constater que l'ancien prieuré des Augustins remplissait cette condition et permettait de satisfaire au programme des locaux établi précédemment. De surcroît, ce bâtiment construit de vieux murs chargés d'histoire et occupant une position dominante clairement visible en Vieille-Ville, donnera une image emblématique de la justice. En outre, le choix du site des Augustins permettra à la fois d'offrir à nos juges cantonaux et à leurs collaborateurs et collaboratrices un cadre de travail privilégié, répondant aux exigences de leur mission, de rénover un bâtiment protégé et de lui redonner vie grâce à l'ingéniosité des architectes.

Il convient enfin de relever qu'à la suite de l'évolution du droit national et international (notamment en matière de droit européen), le canton de Fribourg a d'ores et déjà intégré largement les nouvelles exigences légales qui en découlent et qui permettent notamment aux justiciables de bénéficier de voies de recours étendues contre les décisions des autorités administratives ou judiciaires. Les besoins en la matière seront dès lors couverts par le présent projet. Cela dit, on peut douter que la sécurité de droit consiste à multiplier les instances et voies de recours et affirmer qu'elle impose bien plus d'améliorer autant que possible celles qui existent. Toutefois, s'agissant de la question d'une éventuelle extension du Tribunal cantonal unifié, quand bien même il est impossible de déterminer quels seront ses besoins dans trente ou cinquante ans, le choix du site des Augustins permettra au besoin d'aménager de telles possibilités d'extension (cf. choix du jury ci-dessous et, pour les détails, le contenu du chiffre 2.2 ci-après sous le titre «Possibilités d'extension»). Il faut par ailleurs souligner que même si l'Etat construisait un nouveau bâtiment, il n'y créerait pas des réserves pour des besoins à plus long terme dès lors qu'ils ne peuvent pas encore être évalués.

Se fondant sur ces études, une délégation du Conseil d'Etat a rencontré les juges des deux tribunaux. Après cette rencontre et se fondant sur les études précitées, le Conseil d'Etat a décidé, le 4 décembre 2007, d'installer le Tribunal cantonal dans les locaux de l'ancien prieuré des Augustins et a chargé le Service des bâtiments d'organiser un concours d'architecture.

Lancé le 25 juillet 2008, le concours d'architecture a enregistré la participation de dix-sept concurrents qui ont rendu leur projet en date du 7 novembre 2008. Le jury, présidé par le Directeur de la justice, a accordé une grande importance à la question du sens de l'intervention proposée par rapport au but recherché. Le rapport entre la substance historique et le projet a été un sujet récurrent tout au long des débats du jury. Le caractère religieux des peintures du plafond du réfectoire d'été de l'ancien prieuré des Augustins a également fait l'objet de discussions. Le jury s'est aussi posé la question de la compatibilité entre le caractère civil, donc laïc, de la justice et

le caractère à connotation religieuse du lieu. Enfin, après vérifications, le jury a constaté que des permutations de locaux de surface équivalente étaient possibles et qu'un planning adéquat d'occupation des salles d'audience permettrait avec certitude de satisfaire à d'éventuelles demandes de changement de salle.

A une très large majorité, le jury a choisi le projet de l'architecte Dimitri Kaden de Zürich et a recommandé au Maître de l'ouvrage de lui attribuer le mandat d'architecte pour les études et la conduite de la réalisation. Toutefois dans le développement de son projet, il a été établi que le lauréat devrait tenir compte des critiques du jury, en particulier celle de revoir l'organisation et la disposition de certains locaux. Ceci s'avère possible au vu du parti architectural choisi et de la grande flexibilité offerte par la configuration même des lieux. Le lauréat devra également revoir les ouvertures en toiture ainsi que la conservation éventuelle des éléments de structure des planchers de l'aile nord en fonction de sondages à effectuer. Dans la solution proposée d'une liaison verticale en prolongeant l'escalier vers le sous-sol de l'ancien prieuré, le jury a vu une opportunité de relier dans le futur, une éventuelle extension sous la place située devant la façade ouest, faisabilité que deux projets ont tenté de démontrer.

Suivant les recommandations du jury et conformément à la législation sur les marchés publics, le Conseil d'Etat a confirmé par un arrêté, dans sa séance du 23 mars 2009, l'adjudication du mandat au bureau d'architecte lauréat Kaden Architekten à Zürich. Le mandat est pour l'instant limité aux prestations d'avant-projet avec estimation des coûts. La suite des prestations ne pourra être adjudgée que lorsque le crédit d'engagement pour la transformation aura été adopté par le Grand Conseil.

## **2. DESCRIPTION DU PROJET**

### **2.1 Bref historique du bâtiment**

Fondé vers 1250, le couvent des Augustins de Fribourg a abrité des religieux jusqu'en 1848. Les bâtiments conventuels ont ensuite été transformés en prison (période 1851–1916). On peut souligner que durant cette période, l'ancien réfectoire d'été du couvent a déjà été utilisé comme salle de tribunal. De 1917 à 1919, de grandes salles sur quatre niveaux ont été aménagées pour le dépôt des archives. La Prison a ainsi fait place aux Archives de l'Etat. En 1992, la partie ouest de l'édifice a été aménagé pour recevoir le Service des biens culturels. Ces transformations ont été menées selon les directives de la Confédération. C'est pourquoi le bâtiment est inscrit à l'inventaire fédéral des objets placés sous protection par la Confédération. En 2003, les Archives de l'Etat ont déménagé à la route des Arsenaux. Depuis cette date, les locaux libérés par les Archives n'ont plus été occupés sauf pour des manifestations ponctuelles pour la plupart à but culturel. Pour un exposé historique complet, il est relevé que le numéro spécial de la revue du Patrimoine fribourgeois de mai 1994, annexé au présent message, retrace l'histoire du bâtiment. Aloys Lauper et Hermann Schöpfer y exposent les différentes étapes de constructions et de transformations.

### **2.2 Affectation des locaux**

Un groupe de travail présidé par l'architecte cantonal et composé d'un membre provenant de chaque tribunal

(un membre de l'ancien Tribunal cantonal et un membre de l'ancien Tribunal administratif) a suivi le développement du projet suivant les recommandations du jury du concours.

### ***Situation, accès, circulation***

Situé sur un promontoire rocheux dominant la Sarine, le bâtiment est visible de plusieurs endroits de la Ville. Cette situation et son volume lui confèrent une identité remarquable. Le bâtiment est accessible à pied depuis les arrêts de bus des lignes 2 et 6 (Bourg) et de la ligne 4 (place du Petit-St-Jean). Des places de parc existent devant le bâtiment et sur la place de l'ancienne patinoire. Un ascenseur sera créé dans la falaise reliant cette place de parc à tous les étages du bâtiment. Il ne sera pas public; son accès sera réservé aux collaborateurs et collaboratrices du Tribunal ainsi qu'à la Police cantonale accompagnant les prévenus. L'entrée publique du Tribunal sera aménagée sur le côté sud après le chœur de l'église. On y accédera par la cour qui sera réaménagée et, par un nouvel escalier, on atteindra l'entrée principale du Tribunal. Les personnes à mobilité réduite ainsi que le personnel du Tribunal pourront accéder au Tribunal par l'entrée actuelle située sur le côté gauche du porche de l'église. Les circulations intérieures se feront par trois cages d'escaliers et par l'ascenseur qui desservira tous les niveaux.

### ***Zone publique, zone privée***

Pour des raisons évidentes de sécurité, une séparation claire des zones publiques et des zones privées a été prévue. La zone publique comprend au rez-de-chaussée le hall d'entrée, la réception, la première salle d'audience, les salles des avocats, les salles d'attente et les WC. Au premier étage, on trouvera la seconde salle d'audience accessible par l'ascenseur. L'accès aux autres locaux sera réservé au personnel du Tribunal et aux ayant-droit. Un contrôle d'accès sera installé aux portes de communication entre les deux zones.

### ***Salles d'audiences, délibération et conférence***

La première salle d'audience de 92 m<sup>2</sup> occupe l'espace de l'ancien réfectoire d'été et est accessible directement depuis le hall d'entrée et également depuis la cage d'escaliers nord. Une salle de délibération est en voisinage direct. La seconde salle d'audience de 81 m<sup>2</sup> se situe au premier étage de l'aile nord et comporte deux accès distincts. Elle est également reliée à une salle de conférence qui peut faire office de salle de délibération. Deux autres salles de conférences à l'usage des juges et collaborateurs du Tribunal se trouvent, pour la première au rez-de-chaussée de l'aile ouest et pour la deuxième au deuxième étage de la même aile.

### ***Bureaux des juges***

Ils sont au nombre de seize et répartis sur les trois niveaux de l'aile ouest (actuels bureaux du Service des biens culturels) et seront maintenus dans leur état. Leur surface varie entre 17 et 25 m<sup>2</sup>, l'idée étant que les personnes exerçant leur activité à temps partiel occupent les plus petits bureaux et ce, de manière indépendante et sans partage avec d'autres juges à temps partiel.

### ***Bureaux des greffiers***

Mis à part deux bureaux de greffiers situés au premier étage, l'ensemble des bureaux des greffiers se situe au



deuxième étage. Leur surface varie entre 15 et 29 m<sup>2</sup>. A cet égard, on compte onze bureaux indépendants pour des greffiers à temps complet et trois grands bureaux pour deux à trois des greffiers exerçant leur activité à temps partiel. A cela viennent s'ajouter également sur le deuxième étage, un bureau pour le futur secrétaire général, poste non encore attribué à ce jour et, dans les combles, deux bureaux pour des greffiers stagiaires.

#### **Secrétariat et comptabilité, informatique**

Situés au premier étage de l'aile est, soit au cœur du bâtiment, les bureaux du secrétariat et de la comptabilité font office de transition entre les bureaux des juges et ceux des greffiers. Les places de travail sont réparties dans deux bureaux pour deux personnes chacun, de 27 et 28 m<sup>2</sup> et un grand bureau de 95 m<sup>2</sup> qui est l'ancienne salle de lecture des Archives, pour neuf personnes dans un aménagement dit «open space». Trois bureaux pour les collaborateurs spécialisés en informatique (cinq personnes en tout) se trouvent dans les combles. Leur surface varie entre 17 et 27 m<sup>2</sup>.

#### **Bibliothèque et salle des revues, cafétéria**

Ces espaces situés dans les combles de l'aile est, sont éclairés par de nouvelles prises de jour en toiture et bénéficient de la hauteur d'étage jusqu'à la charpente. La cafétéria a été placée au premier sous-sol de l'aile nord et est équipée d'une cuisine domestique.

#### **Locaux des services, dépôts et techniques**

Des dépôts pour les archives sont situés au premier sous-sol et dans les combles. Les locaux wc sont répartis dans tout le bâtiment et les locaux techniques et conciergerie se trouvent soit au second sous-sol, soit dans les constructions annexes situés dans la cour.

#### **Possibilités d'extension**

Une première possibilité d'extension est envisagée en récupérant l'espace de la sacristie de l'église. Un contact avec la Paroisse de St-Maurice a été déjà établi et des propositions d'aménagement de locaux de substitution doivent encore être faites. Il est utile à ce stade de rappeler que l'église de St-Maurice est propriété de l'Etat de Fribourg.

Une seconde possibilité d'extension a été esquissée lors du concours d'architecture par deux concurrents qui envisageaient de construire soit en surface, soit en profondeur de la place située devant l'aile ouest du bâtiment (actuelle place de jeu aménagée par la Ville). Cette éventualité impliquerait un accord avec la Ville de Fribourg ainsi qu'une négociation sur la mise à disposition du terrain pour un transfert de propriété ou l'acquisition d'un droit de superficie. Une liaison souterraine, déjà amorcée par le prolongement en sous-sol des escaliers de l'aile ouest, peut être réalisée sans grande difficulté.

### **2.3 Choix architecturaux**

#### **Structure et enveloppe**

Menée en étroite collaboration avec le Service des biens culturels et le Service archéologique, l'étude du projet prévoit une intervention sur les piliers et dalles de l'aile nord en maintenant toutefois les poutres existantes ainsi que sur les plafonds du niveau situé au-dessus de l'ancienne salle de lecture. Il sera ainsi possible de don-

ner aux nouveaux locaux une hauteur d'étage suffisante, tout en maintenant la structure. La charpente sera conservée et mise en évidence dans les locaux des combles. Les fenêtres seront conservées ou remplacées selon leur état. La couverture sera refaite en essayant de conserver, sur les pans de toit intérieurs de la cour, les tuiles existantes.

#### **Revêtements**

La substance historique, essentiellement les crépis, sera conservée. Les aménagements réalisés en 1992 dans l'aile ouest pour le Service des biens culturels seront maintenus avec des améliorations au niveau de l'isolation phonique et, pour les nouveaux locaux, des matériaux respectueux de l'environnement (bois, linoléum) seront proposés.

#### **Installations techniques**

Les installations de chauffage et sanitaires seront entièrement neuves dans les nouveaux locaux. La production de chaleur sera assurée par une chaudière à gaz et la distribution par des radiateurs dont les plus belles pièces seront conservées. La ventilation mécanique n'est prévue que pour les locaux sanitaires. On peut regretter le fait qu'il ne sera pas réalisable d'obtenir de label de qualité Minergie pour une telle restauration qui implique des contraintes spatiales et des exigences de conservation de la substance.

#### **Equipements d'exploitation et mobilier**

Les équipements d'exploitation comprennent le câblage informatique jusqu'au poste de travail et tous les éléments de sécurité exigés par la fonction. Le mobilier a été calculé à neuf pour tous les locaux.

### **3. ESTIMATION DES COÛTS ET FINANCEMENT**

#### **3.1 Devis pour les transformations et aménagement des locaux**

Le devis a été calculé selon la méthode par éléments et reporté dans les différents CFC (Code de frais de construction). L'estimation est précise à plus ou moins 15% pour ce genre de travaux de transformation. Le devis comprend la TVA calculée à 7,6%.

| Devis détaillé par CFC à 2 chiffres |  | Fr.       | Fr.       |
|-------------------------------------|--|-----------|-----------|
| 0                                   | Terrain  |           | 17 590    |
| 05                                  | Conduites de raccordement aux réseaux              | 17 590    |           |
| 1                                   | Travaux préparatoires                              |           | 956 740   |
| 10                                  | Relevés  | 75 320    |           |
| 11                                  | Déblaiement, préparation du terrain                | 17 220    |           |
| 13                                  | Installation de chantier en commun                 | 105 240   |           |
| 17                                  | Fondations spéciales (excavation pour l'ascenseur) | 758 960   |           |
| 2                                   | Bâtiment   |           | 7 607 320 |
| 21                                  | Gros œuvre 1                                       | 2 399 160 |           |
| 22                                  | Gros œuvre 2                                       | 699 610   |           |
| 23                                  | Installations électriques                          | 1 298 730 |           |
| 24                                  | Chauffage, ventilation                             | 385 390   |           |
| 25                                  | Installations sanitaires                           | 124 820   |           |
| 26                                  | Installations de transport                         | 118 360   |           |
| 27                                  | Aménagements intérieurs 1                          | 747 790   |           |

| Devis détaillé par CFC à 2 chiffres |                                       | Fr.               | Fr.       |
|-------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-----------|
| 28                                  | Aménagements intérieurs 2             | 1 833 460         |           |
| 4                                   | Aménagements extérieurs               |                   | 147 900   |
| 5                                   | Frais secondaires et compte d'attente |                   | 3 008 420 |
| 50                                  | Frais de concours                     | 220 000           |           |
| 51                                  | Autorisations, taxes                  | 145 850           |           |
| 52                                  | Echantillons, reproductions           | 75 000            |           |
| 58                                  | Divers et imprévus                    | 500 000           |           |
| 59                                  | Honoraires                            | 2 067 570         |           |
| 9                                   | Ameublement                           |                   | 1 264 740 |
| 90                                  | Meubles                               | 923 650           |           |
| 91                                  | Luminaires                            | 246 400           |           |
| 94                                  | Petit inventaire                      | 43 040            |           |
| 98                                  | Œuvre d'art                           | 51 650            |           |
| <b>Coût total</b>                   |                                       | <b>13 003 000</b> |           |

La position 59 «Honoraires» comprend l'ensemble des prestations des architectes et des ingénieurs spécialistes et représente une part d'environ 20% sur le coût des travaux. Ce taux se justifie par la complexité de l'opération et son degré de difficulté. Les mandats pouvant être attribués selon la procédure de gré à gré seront négociés et les autres seront mis en concurrence selon les procédures ouvertes ou sur invitation, conformément à la législation sur les marchés publics.

Aujourd'hui affecté en partie en dépôts, le bâtiment devrait être transformé quelque soit l'unité administrative qui l'occuperait. Les aménagements spécifiques au Tribunal cantonal se résument au prolongement de l'ascenseur jusqu'à la place de parc de l'ancienne patinoire, au percement du futur tunnel de liaison avec l'extension prévue sur la petite place, à la création de la nouvelle entrée depuis la cour intérieure, aux aménagements intérieurs améliorant l'isolation phonique entre les locaux existants, aux dispositifs de sécurité y compris une cellule de transfert ainsi qu'aux aménagements des salles d'audience.

Le volume total du bâtiment, calculé selon la norme SIA 416, est de 18 922 m<sup>3</sup>. La surface totale brute, calculée selon la même norme, est de 4516 m<sup>2</sup> et se décompose en:

- surface utile principale (locaux servis) de 1834 m<sup>2</sup>,
- surface des locaux servants (locaux techniques, dépôts et WC) de 437 m<sup>2</sup>,
- surface de circulation de 925 m<sup>2</sup>,
- surface des murs et gaines techniques de 1320 m<sup>2</sup>.

Le rapport entre le CFC 2 Bâtiment et le volume est 402 francs par m<sup>3</sup> ou 1685 francs par m<sup>2</sup>. Pour un bâtiment neuf, ces chiffres peuvent être estimés à environ 700 francs par m<sup>3</sup> ou 3000 francs par m<sup>2</sup>.

Le coût total est de 13 003 000 francs et comprend les dépenses déjà engagées pour les frais de concours et les études préliminaires qui s'élèvent à 480 000 francs. Les prix ont été calculés sur la base des plans annexés. Ce sont ceux de 2009 et ils devront être indexés sur la base de l'indice des prix à la construction (ISPC) dans la catégorie «Rénovation d'immeubles – Espace Mittelland» d'avril 2009 qui s'élève à 121,6 points.

## 3.2 Conséquences sur les coûts de fonctionnement

Il faut tenir compte que les nouveaux locaux sont destinés à une organisation judiciaire déjà en place, à savoir à la place de l'Hôtel-de-Ville 2A, à Fribourg, pour l'ancien Tribunal cantonal et, à la route André-Piller 21, à Givisiez, pour l'ancien Tribunal administratif. Il ne s'agit donc pas d'un investissement pour accomplir une tâche nouvelle, mais d'un regroupement d'activités existantes en un même lieu. Dans ce sens, il ne génère pas de coûts de fonctionnement supplémentaires grevant le Tribunal cantonal.

## 3.3 Conséquences sur les autres locaux

L'aménagement du Tribunal cantonal dans l'ancien prieuré des Augustins implique le départ du Service des biens culturels. Les besoins en surface de ce service ont été évalués à environ 1000 m<sup>2</sup>. C'est précisément la surface utile du bâtiment de la Commanderie St-Jean située dans le quartier de la Neuveville et propriété de l'Etat. Ce bâtiment a été occupé ces dernières années par des associations à but humanitaire ou culturel qui ont déjà reçu leur congé. Des travaux d'un montant estimé à 3 425 000 francs seront entrepris en 2010 pour la rénovation du bâtiment. Ils sont portés au budget des investissements du Service des bâtiments.

Dans le cadre d'une étude globale des besoins des unités administratives, l'Etat analysera le potentiel de réaffectation des locaux libérés par l'ancien Tribunal cantonal. Le Bureau du Grand Conseil a déjà fait part au Conseil d'Etat de ses besoins en locaux, proches du siège du Parlement. Pour les surfaces libérées par l'ancien Tribunal administratif à Givisiez, il faut noter que l'Etat est propriétaire en PPE de ces surfaces, mais qu'il n'a pas encore défini l'unité administrative qui l'occupera.

## 4. CALENDRIER

En cas d'acceptation du présent décret par le Grand Conseil, les procédures visant l'obtention du permis de construire et les adjudications des travaux pourront commencer. Le début des travaux est prévu à l'automne 2010. L'exécution des travaux devrait durer 24 mois, de façon à permettre une mise en service dès l'automne 2012.

## 5. REFERENDUM

Le crédit d'engagement de 13 003 000 francs ne dépasse pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (1% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat, soit 31,74 millions de francs) et n'est par conséquent pas soumis au référendum financier obligatoire. En revanche, il dépasse la limite prévue à l'article 46 de la Constitution (1/4% des dépenses des derniers comptes, soit 7,93 millions de francs) et est par conséquent soumis au référendum financier facultatif.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 let. a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil (56 voix).

## 6. CONCLUSION

Le projet de décret qui est soumis au Grand Conseil répond aux exigences de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et à la loi du 14 novembre 2007 d'organisation du Tribunal cantonal. Il permet de regrouper les sections civiles, pénales et administratives du Tribunal cantonal au siège de Fribourg. Il favorise par ailleurs la bonne organisation du Tribunal cantonal unifié et atteint les objectifs voulus par la réunification, à savoir des synergies au niveau des locaux, de l'infrastructure et du personnel. Le Tribunal cantonal pourra ainsi compter sur des locaux adaptés à sa mission, à ses spécificités et à l'importance de ses effectifs.

Le projet n'entraîne pas d'autres conséquences financières que celles indiquées dans le projet de décret. Il ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes et ne concerne pas une matière régie par le droit européen.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

---

### Annexes: 1. Plans

2. Numéro spécial de la revue du Patrimoine fribourgeois de mai 1994; Aloys Lauper et Hermann Schöpfer; «Les bâtiments conventuels de 1250 à 1848», et «Zur Geschichte des Konventbauten seit 1848»

---

## **BOTSCHAFT Nr. 154**                      22. September 2009 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Umbau des ehemaligen Augustinerklosters in Freiburg für das Kantonsgericht**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft sowie einen Dekretsentwurf betreffend Eröffnung eines Verpflichtungskredits von 13 003 000 Franken für den Umbau des ehemaligen Augustinerklosters in Freiburg. In diesem Gebäude soll in Zukunft das vereinte Kantonsgericht untergebracht werden.

Diese Botschaft ist wie folgt unterteilt:

### **1. Einleitung**

- 1.1 *Zusammenlegung des Kantonsgerichts*
- 1.2 *Vorarbeiten*

### **2. Beschreibung des Projekts**

- 2.1 *Kurzer Rückblick*
- 2.2 *Zuteilung der Räume*
- 2.3 *Bau und Architektur*

### **3. Kostenschätzung und Finanzierung**

- 3.1 *Kostenvoranschlag für den Umbau und die Ausstattung der Räume*
- 3.2 *Auswirkungen auf die Betriebskosten*
- 3.3 *Folgen für die anderen Räumlichkeiten*

### **4. Zeitplan**

### **5. Referendum**

### **6. Zusammenfassung**

## 1. EINLEITUNG

### 1.1 Zusammenlegung des Kantonsgerichts

Die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV) hat im Bereich der Justizorganisation einige Neuerungen zur Folge, darunter insbesondere die Zusammenlegung des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts zum vereinigten Kantonsgericht.

Gemäss Artikel 124 Abs. 1 KV ist das Kantonsgericht nunmehr die oberste Instanz in zivil-, straf- und verwaltungsrechtlichen Angelegenheiten. Die acht Höfe und Kammern des früheren Kantonsgerichts und die fünf Höfe des früheren Verwaltungsgerichts wurden neu strukturiert und in drei Abteilungen unterteilt (Zivil-, Straf- und Verwaltungsabteilung). Jede dieser Abteilungen ist in Höfe unterteilt.

Im Rahmen der Umsetzung der neuen Kantonsverfassung und gestützt auf Art. 152 Abs. 2 KV hat das vereinte Kantonsgericht seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufgenommen.

Gegenwärtig befinden sich die zivil- und die strafrechtliche bzw. die verwaltungsrechtliche Abteilung noch an zwei verschiedenen Standorten. Die zivilrechtliche und die strafrechtliche Abteilung sind am Sitz des bisherigen Kantonsgerichts, am Rathausplatz 2A in Freiburg untergebracht, während sich die verwaltungsrechtliche Abteilung noch in den Räumlichkeiten des früheren Verwaltungsgerichts, an der André-Piller-Strasse 21 in Givisiez befindet.

Um den Artikel 124 KV konkret umzusetzen und das Kantonsgericht zu einer Einheit zu vereinen ist es unabdingbar, dass die zivil- die straf- und die verwaltungsrechtliche Abteilung in ein und demselben Gebäude untergebracht werden.

Der Staatsrat hatte somit den Auftrag, für das vereinte Kantonsgericht ein geeignetes Gebäude zu finden. Im Jahre 2006 hat er deshalb eine Arbeitsgruppe beauftragt, Räumlichkeiten zu finden, die das vereinte Kantonsgericht ab dem 1. Januar 2008 vorläufig aufnehmen könnten. Diese Arbeitsgruppe ist indes zum Schluss gelangt, dass die einzige mögliche Lösung für ein blosses Provisorium zu kostspielig wäre, so dass von Anfang an eine definitive Lösung anzustreben sei. Der Staatsrat hat daraufhin dieselbe Arbeitsgruppe beauftragt, ihm entsprechende Vorschläge für eine endgültige Lösung zu unterbreiten.

Des Weiteren hat der Staatsrat im Jahre 2007 dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf betreffend die Organisation des Kantonsgerichts unterbreitet, um die Organisation der Justiz der neuen Verfassung anzupassen. Dieser Entwurf wurde vom Grossen Rat mit 79 Stimmen, ohne Gegenstimme und Enthaltung, am 14. November 2007 angenommen. Das Gesetz über die Organisation des Kantonsgerichts (KGOG) sieht unter anderem vor, dass das Kantonsgericht, dessen Tätigkeit sich auf den ganzen Kanton erstreckt, seinen Sitz in Freiburg hat (Art. 3 KGOG). Damit wird der Grundsatz, dass die höchste Gerichtsstanz des Kantons Freiburg ihren Sitz im Hauptort dieses Kantons hat, verankert und verstärkt.

Mit dem vorliegenden Entwurf nimmt der Staatsrat den Verfassungs- sowie den Gesetzesauftrag wahr.



## 1.2 Vorarbeiten

Die oben erwähnte Arbeitsgruppe wurde vom Staatsrat beauftragt, Vorschläge für den endgültigen Standort des Kantonsgerichts zu unterbreiten. Sie wurde vom Justizdirektor geleitet und setzte sich weiter aus zwei vom vereinten Kantonsgericht bezeichneten Richtern (je einem Vertreter des früheren Kantonsgerichts und des früheren Verwaltungsgerichts), dem Kantonsarchitekten und der Vorsteherin des Amtes für Justiz zusammen.

Bevor sie die möglichen Standorte für das vereinte Kantonsgericht in der Stadt Freiburg erfasste, hat die Arbeitsgruppe den Raumbedarf des neuen Gerichts noch einmal geprüft und gestützt darauf das unten stehende Raumprogramm festgelegt:

|  | KG | VG | TOTAL     | neues KG  |
|--|----|----|-----------|-----------|
| Büros der Richter                          | 7  | 7  | 14        | 16        |
| Büro Generalsekretär                       | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Büros Chefgerichtsschreiber                | 1  | 1  | 2         | 0         |
| Büros Gerichtsschreiber                    | 6  | 9  | 15        | 15        |
| Büros Praktikanten (4 Personen)            | 1  | 1  | 2         | 2         |
| Büros der Abteilungs-<br>Chefsekretärinnen | 0  | 1  | 1         | 1         |
| Büro der Sekretärin-Buchhalterin           | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Sekretariat                                | 1  | 1  | 2         | 1         |
| Büro Informatik-Verantwortlicher           | 1  | 1  | 2         | 1         |
| Empfang (vom Sekretariat<br>unabhängig)    | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Kleine Konferenzzimmer                     | 0  | 1  | 1         | 2         |
| Grosses Konferenzzimmer                    | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Bibliothek + Zeitschriftensaal             | 1  | 2  | 3         | 1         |
| Anwaltszimmer                              | 1  | 0  | 1         | 2         |
| Verhandlungssaal                           | 1  | 1  | 2         | 2         |
| Beratungszimmer                            | 0  | 0  | 0         | 1         |
| Wartesaal                                  | 0  | 0  | 0         | 2         |
| Informatikraum                             | 1  | 0  | 1         | 1         |
| Cafeteria (nicht öffentlich<br>zugänglich) | 1  | 1  | 2         | 1         |
| Abwärtsraum                                | 1  | 1  | 2         | 1         |
| <b>Total Räumlichkeiten</b>                |    |    | <b>50</b> | <b>53</b> |

Bei dieser Bedarfsabklärung wurde unter anderem der Tatsache Rechnung getragen, dass gemäss Art. 4 Abs. 2 KGOG das Amt des Kantonsrichters / der Kantonsrichterin auch im Halbzeitpensum wahrgenommen werden kann, wobei die Anzahl der Teilzeitpensum insgesamt höchstens zwei Vollzeitäquivalenten entsprechen darf. In diesem Sinne wurde entschieden, dass jeder Kantonsrichter und jede Kantonsrichterin, auch jene im Teilzeitpensum, über ein eigenes Büro verfügen wird. Die anderen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantonsgerichts, die im Teilzeitpensum beschäftigt sind, können hingegen kein eigenes Büro beanspruchen. Sie werden sich jeweils, entsprechend ihrem Pensum, ein Büro teilen oder zusammen mit anderen Personen im selben Büro arbeiten. Weiter gilt es zu beachten, dass die Stellen der Chef-Gerichtsschreiber durch jene des Generalsekretärs / der Generalsekretärin (Jurist/in, 100%-Stelle) ersetzt werden sollen. Diese Person wird sowohl mit administrativen als auch mit juristischen Aufgaben betraut werden. Des Weiteren können bei der Vereinigung des Kantons-

und des Verwaltungsgerichts wie vorgesehen Synergien bei den Räumlichkeiten erzielt werden. Die Anzahl Bibliotheken, Zeitschriftensäle, Cafeterias und Abwarträume kann so reduziert werden, um mehr Platz für die Parteien und deren Anwälte (Wartezimmer, Anwaltszimmer, vom Sekretariat unabhängiger Empfang) sowie für die Richter/innen und Mitarbeiter/innen des Kantonsgerichts (Beratungszimmer, Konferenzzimmer) zu schaffen.

Die Arbeitsgruppe hat mehrere Standorte geprüft (darunter das Gebäude der Groupe E am Boulevard de Pérolles, welches den Anforderungen nicht entsprach) und schliesslich drei Standorte identifiziert, die in Frage kommen könnten:

- das ehemalige Augustinerkloster, welches bereits im Jahre 2006 geprüft worden war;
- das ehemalige Zeughaus mit dem umliegenden Grundstück von über 14 000 m<sup>2</sup>;
- eine Parzelle am Chemin des Mazots, an der Ecke Route de la Fonderie und Route de la Glâne (Beaumont-Kreuzung), mit einer Fläche von über 6000 m<sup>2</sup>. Auf diesem Grundstück befindet sich der Kinder- und Jugendpsychiatrische Dienst sowie das Schulinspektorat und ein Parkplatz.

Wie der Staatsrat in seiner Antwort auf die Anfrage Nr. 3097.07 «Zukünftige Lage des Kantonsgerichts» der Grossräte Theo Studer und Albert Studer ausführte, entsprechen weder das ehemalige Zeughaus noch die Parzelle am Chemin des Mazots den Anforderungen für den Standort des vereinten Kantonsgerichts. Der Staatsrat hat vorab festgehalten, dass die Arbeitsgruppe, in Übereinstimmung mit den beiden Gerichten (bisheriges Kantonsgericht und bisheriges Verwaltungsgericht), die Idee eines grossen Justizpalastes mit dem vereinten Kantonsgericht, dem Bezirksgericht, eventuell auch mit dem Friedensgericht und dem Untersuchungsrichteramt, verworfen hat. Des Weiteren habe sich die Arbeitsgruppe, der Empfehlung der beiden Gerichte folgend, auch dagegen ausgesprochen, das vereinte Kantonsgericht zusammen mit anderen Staatsdiensten im selben Gebäude unterzubringen. Weder das ehemalige Zeughaus noch die Parzelle am Chemin des Mazots kommt aber für eine solche ausschliessliche Nutzung durch das Kantonsgericht in Frage.

Es muss demnach ein Standort gefunden werden, welcher einzig den Bedürfnissen des vereinten Kantonsgerichts entspricht. Gestützt auf eine von einem Architekturbüro verfasste Machbarkeitsstudie hat die Arbeitsgruppe festgestellt, dass das ehemalige Augustinerkloster diese Bedingung erfüllt und auch dem bereits erstellten Raumprogramm voll entspricht. Darüber hinaus wird dieses geschichtsträchtige Gebäude mit seiner herausragenden Lage in der Altstadt eine würdige Kulisse für unsere Justizinstanz verleihen. Mit dem ehemaligen Augustinerkloster werden die Richterinnen und Richter sowie die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantonsgerichts über ein privilegiertes und zweckmässiges Arbeitsumfeld verfügen. Gleichzeitig wird damit, dank der Kreativität der Architekten, einem geschützten Bauwerk neues Leben eingehaucht.

Schliesslich ist zu betonen, dass der Kanton Freiburg den Neuerungen des schweizerischen und des internationalen Rechts (namentlich des Europarechts) bereits Rechnung getragen und die entsprechenden Gesetzesbestimmungen mit den erweiterten Rechtsmitteln umgesetzt hat. Mit dem vorliegenden Projekt sind die dadurch entstandenen

Bedürfnisse somit abgedeckt. Ausserdem darf bezweifelt werden, dass sich die Rechtssicherheit mit Hilfe von neuen Instanzen und Beschwerdemöglichkeiten linear verbessert. Vielmehr dient es der Rechtssicherheit, wenn die bestehenden Instrumente so weit als möglich optimiert werden. Dessen ungeachtet kann mit dem Standort des Augustinerklosters auch einem allfälligen Bedürfnis nach einer Erweiterung Rechnung getragen werden, selbst wenn heute keineswegs vorausgesagt werden kann, wie diese Bedürfnisse in dreissig oder fünfzig Jahren aussehen werden (vgl. hierzu unten die Ausführungen zum Entscheid der Jury sowie für detaillierte Angaben die Ziffer 2.2 betreffend Erweiterungsmöglichkeiten. Raumreserven für nicht näher bestimmbare, künftige Bedürfnisse würde der Staat zudem auch dann nicht vorsehen, wenn er ein völlig neues Gebäude erstellen würde.

Gestützt auf diese Abklärungen hat eine Delegation des Staatsrates die Richterinnen und Richter beider Gerichte angehört. Nach dieser Zusammenkunft und gestützt auf die vorerwähnten Studien hat der Staatsrat am 4. Dezember 2007 beschlossen, das Kantonsgericht im Gebäude des ehemaligen Augustinerklosters unterzubringen. Er hat das Hochbauamt beauftragt, hierfür einen Architekturwettbewerb durchzuführen.

Der Architekturwettbewerb wurde am 25. Juli 2008 lanciert. Insgesamt wurden bis zum 7. November 2008 17 Projekte eingereicht. Die Jury unter der Leitung des Sicherheits- und Justizdirektors hat ein besonderes Gewicht auf die Zweckmässigkeit der Projekte gelegt. Sie hat sich insbesondere ausgiebig mit dem Verhältnis der Projekte zur historischen Bausubstanz auseinandergesetzt. Dabei wurde unter anderem auch der religiöse Charakter der Malereien an der Decke des ehemaligen Refektoriums thematisiert. Die Frage der Vereinbarkeit zwischen einer zivilen Nutzung durch Justizinstanzen und dem religiösen Hintergrund des Gebäudes wurde ebenfalls erörtert. Nach eingehenden Überprüfungen kam die Jury zum Schluss, dass verschiedene Räumlichkeiten mit analoger Fläche hinsichtlich ihrer Nutzung austauschbar wären, so dass – eine adäquate Planung der Besetzung vorausgesetzt – allfälligen Wünschen nach einem Wechsel des Saals ohne Weiteres entsprochen werden könnte.

Die überwiegende Mehrheit der Jurymitglieder hat sich für das Projekt des Architekten Dimitri Kaden in Zürich entschieden und dem Bauherrn empfohlen, diesem Architekten den Auftrag für das Vorprojekt und für die Durchführung des Bauprojekts zu erteilen. Dabei wurde betont, dass der Gewinner des Architekturwettbewerbs den kritischen Anmerkungen der Jury Rechnung tragen müsse und dass er insbesondere die Nutzung und die Aufteilung gewisser Räume neu überdenken müsse. Dies sollte aufgrund der architektonischen Optionen und der grossen Flexibilität der räumlichen Nutzung möglich sein. Der betreffende Architekt muss ferner die Öffnungen im Dachgeschoss überdenken sowie – je nach Ergebnis der Untersuchungen – die allfällige Erhaltung einiger tragender Elemente bei den Böden des Nordflügels berücksichtigen. Mit der vertikalen Verbindung in der Verlängerung der Treppe zum Untergeschoss des ehemaligen Klosters besteht nach Ansicht der Jury eine Möglichkeit für einen künftigen Ausbau unter dem Platz, welcher sich vor der Westfassade befindet. Zwei der eingereichten Projekte haben eine solche Erweiterungsmöglichkeit vorgesehen.

Gemäss den Empfehlungen der Jury und der Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen hat der Staatsrat am 23. März 2009 beschlossen, den Auftrag an

den Sieger des Architekturwettbewerbs, mithin das Architekturbüro Kaden in Zürich, zu vergeben. Der Auftrag beschränkt sich vorerst auf die Leistungen im Rahmen des Vorprojekts, mit einer entsprechenden Kostenschätzung. Die weiteren Aufträge werden erst vergeben werden können, wenn der Grosse Rat den Verpflichtungskredit für den Umbau verabschiedet hat.

## 2. BESCHREIBUNG DES PROJEKTS

### 2.1 Kurzer Rückblick

Nach seiner Gründung im Jahr 1250 hat das Augustinerkloster in Freiburg bis 1848 Ordensleute beherbergt. Anschliessend wurden die Klostergebäude in ein Gefängnis umgebaut (Zeitspanne von 1851–1916). Zu bemerken ist, dass während dieses Zeitraums das ehemalige Sommerrefektorium des Klosters bereits als Gerichtssaal benutzt wurde. Von 1917 bis 1919 sind auf vier Ebenen grosse Säle für die Unterbringung des Archivs ausgestattet worden. Somit überliess das Gefängnis den Platz dem Staatsarchiv. Im Jahr 1992 wurde der Westflügel des Gebäudes für die Unterbringung des Amtes für Kulturgüter eingerichtet. Diese Umbauten wurden nach den Richtlinien des Bundes vorgenommen. Aus diesem Grund ist das Gebäude im eidgenössischen Inventar der unter den Schutz des Bundes gestellten Objekte eingetragen worden. 1992 ist das Staatsarchiv an die Zeughausstrasse umgezogen. Seither sind die vom Staatsarchiv geräumten Lokale ausser für punktuelle, meistens kulturelle Anlässe nicht mehr besetzt gewesen. Für einen vollständigen historischen Überblick über den geschichtlichen Werdegang des Gebäudes wird auf die Sonderausgabe der Zeitschrift «Freiburger Kulturgüter» von Mai 1994, welche dieser Botschaft beigelegt ist, verwiesen. Aloys Lauper und Hermann Schöpfer legen darin die verschiedenen Bau- und Umbautetappen dar.

### 2.2 Zuteilung der Räume

Eine unter der Leitung des Kantonsarchitekten stehende und aus jeweils einem Mitglied jedes Gerichts (früheres Kantonsgericht und früheres Verwaltungsgericht) zusammengesetzte Arbeitsgruppe hat die Entwicklung des Projekts nach den Empfehlungen der Wettbewerbsjury mitverfolgt.

#### *Lage, Zugang, Verkehr*

Auf einem felsigen Vorsprung hoch über der Saane gelegen, ist das Gebäude von mehreren Standorten in der Stadt aus sichtbar. Seine Lage und sein Volumen verleihen diesem Bauwerk eine unverwechselbare Identität. Das Gebäude ist von den Bushaltestellen der Linien 2 und 6 (Burg) und der Linie 4 (Klein-St. Johann-Platz) aus zu Fuss erreichbar. Vor dem Gebäude und auf dem Platz der ehemaligen Eisbahn sind Parkplätze vorhanden. Es soll ein Aufzug in den Felsen gebaut werden, der diesen Platz mit allen Stockwerken des Gebäudes verbindet. Dieser wird nicht für die Öffentlichkeit bestimmt sein; Zutritt werden nur die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Gerichts und die Kantonspolizei, wenn sie Beschuldigte begleitet, haben. Der öffentliche Eingang zum Gericht wird auf der Südseite nach dem Kirchenchor errichtet werden. Der Zutritt wird über den neu zu gestaltenden Hof erfolgen und der Haupteingang des Gerichts über eine neue Treppe zu erreichen sein. Gehbehinderte und



das Personal des Gerichts werden über den gegenwärtigen Eingang auf der linken Seite der Kirchenpforte Zugang zum Gericht haben. Die Zirkulation im Innern wird über drei Treppenhäuser und den Aufzug, der jede Ebene bedient, stattfinden.

### **Öffentliche Zone, private Zone**

Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit ist eine klare Trennung der öffentlichen und der privaten Zonen vorgesehen. Die öffentliche Zone umfasst im Erdgeschoss die Eingangshalle, den Empfang, den ersten Verhandlungssaal, die Anwaltszimmer, die Wartesäle und die Toiletten. Im ersten Stock wird sich der zweite, mit dem Aufzug erreichbare Verhandlungssaal befinden. Der Zutritt zu den übrigen Räumlichkeiten wird dem Gerichtspersonal und den übrigen Berechtigten vorbehalten sein. Bei den Verbindungstüren zwischen den beiden Zonen wird eine Eintrittskontrolle installiert werden.

### **Verhandlungssäle, Beratung und Konferenz**

Der erste Verhandlungssaal mit 92 m<sup>2</sup> ist der Raum, wo sich ehemals das Sommerrefektorium befand; er ist von der Eingangshalle und vom nördlichen Treppenhaus her direkt zugänglich. Unmittelbar daneben befindet sich ein Beratungszimmer. Der zweite Verhandlungssaal mit einer Fläche von 81 m<sup>2</sup> liegt im ersten Stock des Nordflügels und verfügt über zwei verschiedene Zugänge. Er ist ausserdem verbunden mit einem Konferenzzimmer, das auch als Beratungszimmer dienen kann. Zwei weitere Konferenzzimmer für die Richter/innen und Mitarbeiter/innen des Gerichts befinden sich: das erste im Erdgeschoss des Westflügels, das zweite im zweiten Stock desselben Flügels.

### **Büros der Richter/innen**

Es sind sechzehn an der Zahl; sie sind verteilt auf die drei Stockwerke des Westflügels (derzeit sind dort die Büros des Amts für Kulturgüter) und sollen unverändert bleiben. Ihre Fläche beträgt zwischen 17 und 25 m<sup>2</sup>. Es wird davon ausgegangen, dass diejenigen Personen, die ihre Tätigkeit im Teilzeitpensum ausüben, die kleineren Büros besetzen, jede Person aber über ihr eigenes Büro verfügt und den Raum nicht mit anderen teilzeitlich arbeitenden Richterinnen oder Richtern teilen muss.

### **Büros der Gerichtsschreiber/innen**

Abgesehen von zwei Büros für Gerichtsschreiber/innen im ersten Stock, befinden sich alle Büros der Gerichtsschreiber/innen im zweiten Stock. Ihre Fläche variiert zwischen 15 und 29 m<sup>2</sup>. Diesbezüglich zählt man elf unabhängige Büros für Gerichtsschreiber/innen im Vollzeitpensum und drei grosse Büros für zwei bis drei Gerichtsschreiber/innen, die im Teilzeitpensum arbeiten. Hinzu kommen, ebenfalls im zweiten Stock, ein Büro für die künftige Generalsekretärin oder den künftigen Generalsekretär – die Stelle wurde bislang noch nicht vergeben – und zwei Büros im Dachgeschoss für Gerichtsschreiber-Praktikantinnen oder Praktikanten.

### **Sekretariat und Buchhaltung, Informatik**

Die im ersten Stock des Ostflügels, also in der Mitte des Gebäudes gelegenen Büros des Sekretariats und der Buchhaltung bilden den Übergang von den Büros der Richter/innen zu jenen der Gerichtsschreiber/innen. Die Arbeitsplätze sind verteilt auf zwei Büros in der Grös-

ordnung von 27 und 28 m<sup>2</sup> für je zwei Personen, und ein grosses, im sogenannten «open space»-Stil eingerichtetes Büro von 95 m<sup>2</sup> – dem ehemaligen Lesesaal des Archivs – für neun Personen. Drei Büros für Informatikspezialisten (insgesamt sind es fünf Personen) befinden sich im Dachgeschoss. Ihre Fläche beträgt zwischen 17 und 27 m<sup>2</sup>.

### **Bibliothek und Zeitschriftensaal, Cafeteria**

Diese im Dachgeschoss des Ostflügels gelegenen Räume werden erhellt mit neuen Dachöffnungen. Die Raumhöhe erstreckt sich bis zum Dachgebälk. Die Cafeteria wurde in das erste Untergeschoss des Nordflügels verlegt; sie ist mit einer Haushaltküche ausgestattet.

### **Depots, Abwärts- und technische Räume**

Die Archivdepots befinden sich im ersten Untergeschoss und im Dachgeschoss. Toiletten sind auf das ganze Gebäude verteilt und die Abwärts- und technischen Räume befinden sich entweder im zweiten Untergeschoss oder in den im Hof gelegenen Nebenbauten.

### **Erweiterungsmöglichkeiten**

Eine erste Erweiterungsmöglichkeit wird mit der Hinzunahme der Fläche der Sakristei der Kirche in Erwägung gezogen. Mit der Pfarrei St. Moritz ist bereits Kontakt aufgenommen worden, und es müssen noch Vorschläge für die Errichtung von Ersatzräumen gemacht werden. Diesbezüglich ist der Hinweis angebracht, dass die Kirche St. Moritz Eigentum des Staates Freiburg ist.

Eine zweite Erweiterungsmöglichkeit hat sich anlässlich des Architekturwettbewerbs durch die Eingabe zweier Mitkonkurrenten abgezeichnet, welche eine Überbauung oder eine Unterhöhlung des vor dem Westflügel des Gebäudes gelegenen Platzes (von der Stadt angelegter Spielplatz) in Betracht gezogen hatten. Diese Lösung würde ein Abkommen mit der Stadt sowie Verhandlungen über ein Überlassen des Grundstücks durch Eigentumsübertragung oder den Erwerb eines Baurechts voraussetzen. Eine unterirdische Verbindung, die zum Teil bereits mit der Verlängerung der Treppe im Untergeschoss des Westflügels besteht, kann ohne Schwierigkeiten verwirklicht werden.

## **2.3 Bau und Architektur**

### **Konstruktion und Gebäudehülle**

Die in enger Zusammenarbeit mit dem Amt für Kulturgüter und dem Amt für Archäologie vorgenommene Projektstudie sieht ein Bauvorhaben auf den Stützen und Böden des Nordflügels, wobei jedoch das bestehende Gebälk beibehalten werden soll, sowie auf den Decken der über dem ehemaligen Lesesaal gelegenen Ebenen vor. Dies wird es erlauben, den neuen Räumlichkeiten eine ausreichende Raumhöhe zu verschaffen und gleichzeitig die Struktur zu erhalten. Das Dachgebälk bleibt und wird in den Räumlichkeiten unter dem Dach offen gelegt. Die Fenster werden je nach ihrem Zustand weiterverwendet oder nicht. Die Dachbedeckung wird neu errichtet, wobei versucht werden soll, die vorhandenen Ziegel auf den Dachflächen innerhalb des Hofes zu erhalten.

### **Verkleidungen**

Die historische Substanz, hauptsächlich die Verputze, bleiben erhalten. Die 1992 für das Amt für Kulturgüter

im Westflügel vorgenommenen Ausstattungen werden übernommen, wobei die phonische Isolation verbessert wird. Für die neuen Räumlichkeiten werden umweltfreundliche Materialien (Holz, Linoleum) zur Auswahl stehen.

### Technische Installationen

In allen neuen Räumlichkeiten werden die Heizungs- und die Sanitärinstallationen neu sein. Die Wärmeerzeugung erfolgt über einen Gaskessel und die Wärmeverteilung über Radiatoren, deren die schönsten Stücke erhalten bleiben sollen. Die mechanische Lüftung ist nur für die Sanitäranlagen vorgesehen. Zu bedauern ist, dass sich für eine solche Restaurierung, die mit Raumvorgaben und Anforderungen hinsichtlich Substanzerhaltung einhergeht, die Erlangung des Qualitätslabels Minergie nicht verwirklichen lässt.

### Betriebsausstattung und Mobiliar

Die Betriebsausstattung umfasst die Informatikverkabelung bis zum Arbeitsplatz und sämtliche mit dem Amt einhergehenden Sicherheitselemente. Das Mobiliar wurde für alle Räumlichkeiten zum Neupreis berechnet.

## 3. KOSTENSCHÄTZUNG UND FINANZIERUNG

### 3.1 Kostenvoranschlag für den Umbau und die Ausstattung der Räumlichkeiten

Der Kostenvoranschlag wurde nach Elementen, die dem Baukostenplan (BKP) folgen, erstellt. Die Zahlen können für diese Art von Umbauarbeiten plus oder minus 15% vom Schätzwert abweichen. Im Kostenvoranschlag mitberücksichtigt ist die MWST zu 7,6%.

| Detail der Kosten nach BKP zu 2 Ziffern |                                       | Fr.       | Fr.       |
|---|---------------------------------------|-----------|-----------|
| 0                                       | Grundstück                            |           | 17 590    |
| 05                                      | Leitungen und Netzanschlüsse          | 17 590    |           |
| 1                                       | Vorbereitungsarbeiten                 |           | 956 740   |
| 10                                      | Bestandesaufnahmen                    | 75 320    |           |
| 11                                      | Räumung, Vorbereitung des Grundstücks | 17 220    |           |
| 13                                      | Gemeinsame Baustelleneinrichtung      | 105 240   |           |
| 17                                      | Spezialfundament (Aushub für Aufzug)  | 758 960   |           |
| 2                                       | Gebäude                               |           | 7 607 320 |
| 21                                      | Rohbau 1                              | 2 399 160 |           |
| 22                                      | Rohbau 2                              | 699 610   |           |
| 23                                      | Elektroinstallationen                 | 1 298 730 |           |
| 24                                      | Heizung, Lüftung                      | 385 390   |           |
| 25                                      | Sanitäranlagen                        | 124 820   |           |
| 26                                      | Transportanlagen                      | 118 360   |           |
| 27                                      | Innenausbau 1                         | 747 790   |           |
| 28                                      | Innenausbau 2                         | 1 833 460 |           |
| 4                                       | Umgebung                              |           | 147 900   |
| 5                                       | Baunebenkosten und Übergangskonten    |           | 3 008 420 |
| 50                                      | Wettbewerbskosten                     | 220 000   |           |
| 51                                      | Bewilligungen, Gebühren               | 145 850   |           |
| 52                                      | Muster, Vervielfältigungen            | 75 000    |           |
| 58                                      | Verschiedenes und Unvorhergesehenes   | 500 000   |           |
| 59                                      | Honorare                              | 2 067 570 |           |
| 9                                       | Möblierung                            |           | 1 264 740 |

| Detail der Kosten nach BKP zu 2 Ziffern |                    | Fr.     | Fr.               |
|---|--------------------|---------|-------------------|
| 90                                      | Möbel              | 923 650 |                   |
| 91                                      | Beleuchtungskörper | 246 400 |                   |
| 94                                      | Kleininventar      | 43 040  |                   |
| 98                                      | Kunstwerk          | 51 650  |                   |
| <b>Gesamtkosten</b>                     |                    |         | <b>13 003 000</b> |

Der Posten 59 «Honorare» beinhaltet sämtliche Leistungen der Architekten und Fachingenieure und macht rund 20% der Kosten für die Arbeiten aus. Dieser Prozentsatz rechtfertigt sich angesichts der Komplexität des Vorhabens und seines Schwierigkeitsgrades. Die Aufträge, die nach dem freihändigen Verfahren vergeben werden können, werden auszuhandeln sein, während die anderen nach dem offenen oder selektiven Verfahren gemäss der Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen im Wettbewerb auszuschreiben sein werden.

Da das Gebäude gegenwärtig zum Teil als Depot benutzt wird, müssten Umbauarbeiten unabhängig davon, welche Verwaltungseinheit darin einziehen will, vorgenommen werden. Die spezifisch auf das Kantonsgericht abgestimmten Arbeiten lassen sich wie folgt zusammenfassen: Verlängerung des Aufzugs bis zum Parkplatz der ehemaligen Eisbahn, Durchbruch des geplanten Verbindungstunnels zur vorgesehenen Erweiterung auf dem kleinen Platz, Errichtung des neuen Eingangs vom Innenhof her, Innenausstattungen zur Verbesserung der phonischen Isolation zwischen den bestehenden Räumlichkeiten, Sicherheitsvorkehrungen einschliesslich einer Wartezelle sowie Ausstattung der Verhandlungssäle.

Das Gesamtvolumen des Gebäudes beträgt nach SIA-Norm 416 18 922 m<sup>3</sup>. Die Brutto-Gesamtfläche umfasst nach derselben Norm 4516 m<sup>2</sup> und lässt sich wie folgt aufteilen:

- Hauptnutzflächen (Arbeitsräume): de 1834 m<sup>2</sup>,
- Nebennutzflächen (technische Lokale, Depots und Toiletten): 437 m<sup>2</sup>,
- Verkehrsflächen: 925 m<sup>2</sup>,
- Fläche der Wände und der Installationsschächte: 1320 m<sup>2</sup>.

Das Verhältnis zwischen dem BKP-Posten 2 Gebäude und dem Volumen liegt bei 402 Franken pro m<sup>3</sup> oder 1685 Franken pro m<sup>2</sup>. Bei einem neuen Gebäude lassen sich diese Werte auf rund 700 Franken pro m<sup>3</sup> oder 3000 Franken pro m<sup>2</sup> veranschlagen.

Die Gesamtkosten belaufen sich auf 13 003 000 Franken. Darin miteingerechnet sind die bereits getätigten Ausgaben für die Kosten von Wettbewerb und Vorstudien, welche 480 000 Franken ausmachen. Die Kosten wurden aufgrund der Pläne in der Beilage berechnet. Es sind die Tarife 2009, welche auf der Grundlage des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) in der Kategorie «Gebäuderenovation – Espace Mittelland» von April 2009, beim Stand von 121.6 Punkten, zu indexieren sein werden.

### 3.2 Auswirkungen auf die Betriebskosten

Zu beachten ist, dass die neuen Räumlichkeiten für eine bereits bestehende Gerichtsorganisation, nämlich jene am Rathausplatz 2A, in Freiburg, für das frühere Kantonsgericht, und jene an der André-Piller-Strasse 21, in Givisiez, für das frühere Verwaltungsgericht, bestimmt sind. Es geht folglich nicht um eine Investition für die

Erfüllung einer neuen Aufgabe, sondern um eine Zusammenfassung von bestehenden Tätigkeiten an ein und demselben Ort. In diesem Sinne werden keine das Kantonsgericht belastende zusätzlichen Betriebskosten hervorgerufen.

### 3.3 Folgen für die anderen Räumlichkeiten

Die Einrichtung des Kantonsgerichts im ehemaligen Augustinerkloster bedingt den Umzug des Amtes für Kulturgüter. Der Raumbedarf dieses Amtes ist auf 1000 m<sup>2</sup> geschätzt worden. Dies entspricht eben gerade der Nutzfläche des Gebäudes der im Neustadt-Quartier gelegenen und dem Staat Freiburg gehörenden Komturei St. Johann. Dieses Gebäude wurde in den letzten Jahren von verschiedenen Vereinigungen mit humanitärem oder kulturellem Zweck benutzt, welchen nun bereits gekündigt worden ist. 2010 werden dort Renovationsarbeiten im Betrag von schätzungsweise 3 425 000 Franken vorgenommen werden. Diese sind im Investitionsvoranschlag des Hochbauamtes eingetragen worden.

Der Staat wird im Rahmen einer umfassenden Studie über den Raumbedarf der Verwaltungseinheiten das Potential der Neuzuteilung der vom früheren Kantonsgericht geräumten Lokalitäten analysieren. Das Büro des Grossen Rates hat dem Staatsrat seinen Bedarf an nahe beim Sitz des Parlaments gelegenen Räumlichkeiten bereits mitgeteilt. Hinsichtlich der vom früheren Verwaltungsgericht in Givisiez freigegebenen Flächen ist zu betonen, dass der Staat Stockwerkeigentümer dieser Flächen ist, dass er aber noch nicht bestimmt hat, welche Verwaltungseinheit dort Einsitz nehmen wird.

### 4. ZEITPLAN

Bei Annahme dieses Dekrets durch den Grossen Rat können die Verfahren zur Erlangung der Baubewilligung und die Vergabe der Arbeiten beginnen. Der Beginn der Arbeiten ist für den Herbst 2010 vorgesehen. Die Ausführung der Arbeiten dürfte 24 Monate dauern, sodass die Inbetriebnahme ab 2012 erfolgen könnte.

### 5. REFERENDUM

Der Verpflichtungskredit von 13 003 000 Franken liegt unter dem in Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 vorgesehenen Betrag (1% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung, nämlich

31,74 Millionen Franken) und untersteht damit nicht dem obligatorischen Finanzreferendum. Hingegen übersteigt er den Betrag nach Artikel 46 der Verfassung (1/4% der Ausgaben der letzten Rechnung, nämlich 7,93 Millionen Franken) und untersteht daher dem fakultativen Finanzreferendum.

Wegen der Höhe des Betrages der Ausgabe wird der Dekretsentwurf nach Artikel 141 Abs. 2 Bst. a des Gesetzes vom 6. September 2006 über den Grossen mit qualifiziertem Mehr der Mitglieder des Grossen Rates (56 Stimmen) angenommen werden müssen.

### 6. ZUSAMMENFASSUNG

Der dem Grossen Rat unterbreitete Dekretsentwurf erfüllt die Anforderungen der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und entspricht dem Gesetz vom 14. November 2007 über die Organisation des Kantonsgerichts. Er erlaubt die Zusammenführung der zivil-, straf- und verwaltungsrechtlichen Abteilungen des Kantonsgerichts an ein und demselben Sitz in Freiburg. Er begünstigt ausserdem die gute Organisation des vereinten Kantonsgerichts und erreicht die mit der Zusammenlegung angestrebten Ziele, indem sich Synergien auf Ebene der Räumlichkeiten, der Infrastruktur und des Personals ergeben. Das Kantonsgericht wird demnach Räumlichkeiten zur Verfügung haben, die seinem Auftrag, seinen Eigenheiten und der Grösse seines Personalbestands gerecht werden.

Der Entwurf hat keine anderen finanziellen Auswirkungen als die im Dekretsentwurf beschriebenen. Er ändert nicht die Verteilung der Aufgaben zwischen dem Staat und den Gemeinden und betrifft keine Materie, die im europäischen Recht geregelt ist.

Zusammenfassend laden wir Sie ein, diesen Dekretsentwurf anzunehmen.

\_\_\_\_\_

Beilagen: 1. Pläne

2. Sondernummer der Zeitschrift «Freiburger Kulturgüter» von Mai 1994, Aloys Lauper und Hermann Schöpfer, «Les bâtiments conventuels de 1250 à 1848» und «Zur Geschichte des Konventbauten seit 1848»
- \_\_\_\_\_



Projet du 22.09.2009

Entwurf vom 22.09.2009

## Décret

*du*

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement  
pour la transformation de l'ancien prieuré des Augustins,  
à Fribourg, destiné au Tribunal cantonal**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 22 septembre 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

### **Art. 1**

La transformation de l'ancien prieuré des Augustins, à Fribourg, destiné au Tribunal cantonal, est approuvée.

### **Art. 2**

Le coût des travaux de transformation est de 13 003 000 francs.

### **Art. 3**

Un crédit d'engagement de 13 003 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux de transformation.

## Dekret

*vom*

**über einen Verpflichtungskredit  
für den Umbau des ehemaligen Augustinerklosters  
in Freiburg für das Kantonsgericht**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 22. September 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

### **Art. 1**

Der Umbau des ehemaligen Augustinerklosters in Freiburg für das Kantonsgericht wird genehmigt.

### **Art. 2**

Die Umbaukosten belaufen sich auf 13 003 000 Franken.

### **Art. 3**

Für die Finanzierung der Umbaukosten wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 13 003 000 Franken eröffnet.

**Art. 4**

Les crédits de paiements nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges BATI – 3850/503.000 «Constructions d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

**Art. 5**

<sup>1</sup> Le coût global des travaux est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1<sup>er</sup> avril 2009 et établi à 121,6 points dans la catégorie «Rénovation d'immeubles – Espace Mittelland».

<sup>2</sup> Le coût de la réalisation sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice mentionné ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

**Art. 6**

Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

**Art. 7**

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

**Art. 4**

Die erforderlichen Finanzkredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle BATI – 3850/503.000 «Bau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

**Art. 5**

<sup>1</sup> Die Schätzung der Baukosten beruht auf dem Schweizerischen Baupreisindex (SBI) vom 1. April 2009 bei einem Stand von 121,6 Punkten für die Kategorie «Renovation von Gebäuden – Espace Mittelland».

<sup>2</sup> Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvorschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

**Art. 6**

Die in Artikel 3 vorgesehenen Ausgaben werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

**Art. 7**

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.